



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE

DP/1994/1
12 août 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Troisième session ordinaire de 1994
Octobre 1994, New York
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

QUESTIONS RELATIVES AU CYCLE DE PROGRAMMATION

Rapport de l'Administrateur sur ses efforts visant à mobiliser
des ressources permettant de rétablir les chiffres indicatifs
de planification à leurs niveaux initiaux

I. OBJET

1. Le présent rapport est soumis en application de la décision 94/16 du Conseil d'administration, en date du 10 juin 1994, dans laquelle le Conseil, tout en approuvant des chiffres indicatifs de planification révisés, à 70 % des niveaux fixés initialement, a prié instamment l'Administrateur "de poursuivre ses efforts en vue de trouver des ressources pour permettre le rétablissement des chiffres indicatifs de planification à leur niveau initial".

II. RAPPEL

2. Dans sa décision 90/34, le Conseil d'administration a demandé un taux de croissance annuel de 8 % pour le cinquième cycle (1992-1996). Cet objectif a été pratiquement atteint en 1992, année où les contributions ont augmenté de 7 % par rapport à 1991, mais les contributions annoncées en 1993 et 1994 ont été bien en deçà des projections effectuées sur la base de l'hypothèse du Conseil. Ces importants manques à recevoir de 256 millions de dollars pour 1993 et 336 millions pour 1994 ainsi que le montant estimatif des annonces de contributions pour 1995 et 1996 (accroissement annuel de 4 %) ont imposé une révision à la baisse des CIP à 70 % de leurs niveaux initiaux.

PLANIFICATION DES RESSOURCES DU CINQUIÈME CYCLE

III. SITUATION ACTUELLE

3. L'Administrateur a continué de déployer des efforts considérables en vue d'obtenir des augmentations substantielles des contributions, à la fois de la part des pays industrialisés et de la part des pays bénéficiaires du Programme, en particulier ceux qui sont en mesure de le faire. Les nombreuses consultations qu'il a eues avec les principaux pays donateurs au cours du deuxième semestre de 1993, ont contribué à mettre un terme à l'érosion considérable des fonds constatée en 1993. Ainsi, on estime que les ressources pour 1994 (924 millions de dollars) seront légèrement supérieures à celles de 1993 (910 millions)). L'Administrateur a bien souligné que l'insuffisance des ressources du PNUD compromettrait gravement les programmes prévus ou en cours de réalisation, ce qui pénalisait essentiellement les pays à faible revenu qui étaient les plus gros bénéficiaires de l'assistance du PNUD. Il y a lieu de signaler que le niveau de l'aide publique au développement (APD) a enregistré une baisse considérable en 1993, passant de 60,8 milliards de dollars en 1992 à 54,8 milliards, soit une baisse de 10 %, en termes nominaux.

/...

4. La question du financement des activités opérationnelles de développement a été examinée par l'Assemblée générale à la reprise de la quarante-huitième session, aux mois de juin et juillet 1994. Dans son rapport à l'Assemblée, le Secrétaire général a souligné que la situation financière du système des Nations Unies nécessitait une attention urgente. Il a également été signalé que l'accord concernant les réformes de gestion supposait la mise en place d'un système et de mécanismes de financement nouveaux qui permettraient d'accroître de manière substantielle les ressources destinées aux activités opérationnelles. En raison de la nécessité de plus amples consultations sur cette question, il a été décidé d'étendre le processus de consultation à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale.

5. Entre-temps, l'Administrateur continue, comme il l'a fait par le passé, de s'évertuer, par le biais de contacts officiels et de consultations officieuses, à mettre en évidence la nécessité du renforcement de la base de ressources du PNUD, grâce à une augmentation substantielle de ces ressources. Il a déjà écrit à tous les pays industrialisés pour leur faire part de la décision du Conseil d'administration et leur demander une augmentation substantielle des contributions volontaires.

6. L'accent est toujours mis sur les ressources de base, mais des efforts sont également déployés pour rechercher d'autres ressources afin de combler les déficits des programmes de pays, chaque fois que possible, et de financer les activités thématiques et les questions liées au développement au niveau mondial. C'est ainsi que le PNUD a réussi à obtenir une augmentation considérable des ressources complémentaires, qui sont passées de 181 millions de dollars en 1989 à 466 millions en 1993.

7. La coopération avec les institutions financières internationales, qui va aussi en se renforçant, pourrait permettre d'obtenir de nouvelles ressources au profit des programmes appuyés par le PNUD. À cet égard, l'Administrateur vient de conduire une importante mission dépêchée par le PNUD auprès de la Banque mondiale pour des entretiens à un niveau élevé. Par ailleurs, la coopération du PNUD avec l'Union européenne fait l'objet d'un examen en vue d'explorer de nouvelles possibilités de collaboration.

8. La directive du Conseil d'administration contenue dans la décision 94/16 vient d'être adoptée à la session annuelle de juin 1994. C'est pourquoi le présent rapport, soumis au début du mois d'août, n'aborde pas cette question. Néanmoins, l'Administrateur tiendra le Conseil informé de ses efforts lors des sessions futures.

IV. MESURES À PRENDRE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

9. Le Conseil d'administration décidera peut-être :

Prendre note du présent rapport.

^a Sur la base de la décision 90/34 du
Conseil d'administration.